



Initiatives pour le Désarmement Nucléaire

Groupe de Travail à composition non limitée pour faire avancer les négociations multilatérales sur le désarmement nucléaire

ONU - 12 mai 2016

Monsieur le Président,

Je suis le Général Bernard Norlain, Vice-président de l'organisation française Initiatives pour le Désarmement Nucléaire (IDN).

Les leçons de la Guerre froide semblent vouloir être continuellement ignorées. Pourtant, il y a trente-cinq ans, nous étions au cœur de tensions politico-militaires, où le risque de confrontation conventionnelle et nucléaire était une menace réelle et constante. Certes, l'histoire ne se répète jamais, mais les analogies sont suffisamment réelles pour prendre conscience du fait que nous sommes susceptibles de vivre une seconde fois une crise dont l'issue peut être destructrice au vu de la montée des tensions à travers le monde et surtout de l'existence d'arsenaux nucléaires encore importants.

La légitimité de la dissuasion nucléaire s'est construite pendant la période de la Guerre froide. Pourtant, désormais nous le savons, de nombreux historiens et experts à travers le monde ont démontré que **le concept de la dissuasion a failli à de nombreuses reprises**. Nous devons donc apprendre de notre passé, non pas au regard des mythes qui ont été créés pour favoriser l'essor de la dissuasion nucléaire, mais selon la réalité de l'Histoire. Si la dissuasion est l'ultime protection, alors pourquoi l'histoire des puissances nucléaires depuis 1945 recèle-t-elle autant d'exemples démontrant le contraire ? Pourquoi les États-Unis, seul Etat à disposer d'un arsenal nucléaire en 1948, ne sont-ils pas parvenus à empêcher le blocus soviétique de Berlin ? Pourquoi la peur atomique n'a-t-elle pas empêché la Chine de soutenir la Corée du Nord en guerre en 1950 ? Si la dissuasion protège le territoire des États qui la possède, pourquoi les territoires occupés par Israël ont-ils subi une attaque en 1973 et pourquoi ses grandes villes ont-elles subies des frappes balistiques en 1991 ? Nombreux sont les faits qui montrent que les dirigeants politiques, lorsqu'ils ont la volonté d'agir, ont ignoré la dissuasion nucléaire de leur adversaire.

Le monde dans lequel nous vivons est en pleine mutation. Les hommes et les territoires sont de plus en plus interdépendants et, en même temps, de plus en plus crispés sur des identités souvent antagonistes. Dans ce monde complexe et incertain, où de nombreux facteurs d'insécurité se mêlent ou s'entrecroisent, il est devenu indispensable de repenser notre modèle de défense et de sécurité pour faire face aux risques et aux menaces.

Cette nouvelle situation stratégique, caractérisée en particulier par l'émergence de nouveaux pôles de puissance étatiques ou non-étatiques, conduit à poser la question de la pertinence stratégique des armes nucléaires. On peut constater que ce n'est pas la bombe atomique qui va nous permettre de régler les questions de terrorisme ou de lutte contre les mafias, pour ne citer que quelques-uns des risques de sécurité auxquels notre monde est confronté. Au contraire, **l'existence de ces armes** qui seraient selon les pays nucléaires «l'ultime garantie de leur sécurité» **ne peut qu'encourager la prolifération et rendre inévitable des conflits nucléaires.**

Comme l'a dit Paul Valéry, «Prenons garde d'entrer dans l'avenir à reculons»

Il reste environ 15800 armes nucléaires dans le monde. La France dispose du troisième arsenal nucléaire mondial avec 300 ogives réparties sur 32 missiles intercontinentaux et 54 missiles de croisières aéroportés. D'ores et déjà il faut bien le reconnaître, **la notion de «bonne foi» inscrite dans l'article VI du TNP semble avoir été abandonnée par la France** au vu des investissements qu'elle va réaliser pour moderniser son arsenal nucléaire. Le budget de la dissuasion nucléaire devrait ainsi doubler avant la fin de la décennie pour atteindre le montant de 6 milliards d'euros par an. La France continue donc de croire plus que jamais en la bombe atomique.

Affirmer que cette force a été le «vecteur principal de la paix» assure et assurera une stabilité stratégique au XXI^{ème} siècle, comme le font certains Etats nucléaires, est une allégation non seulement invérifiable, mais qui écarte aussi d'un revers de main le rôle reconnu d'organisations internationales (ONU, Union Européenne, OSCE), le travail des diplomates et de la société civile, ou encore l'interdépendance (économique et culturelle), facteur essentiel de la stabilité et de la sécurité. J'affirme au contraire que la dissuasion nucléaire n'est plus, si elle l'a jamais été, un facteur de stabilité stratégique mais qu'elle est devenue un facteur d'instabilité stratégique.

La dissuasion nucléaire est psychologique, ce qui signifie qu'elle est intrinsèquement impossible à tester, invérifiable et indémontrable. Par contre, nous sommes tous conscients des conséquences humanitaires catastrophiques qui pourraient résulter de l'usage de ces armes. C'est la première fois que l'humanité se donne les moyens de se détruire elle-même.

Aujourd'hui, Initiatives pour le Désarmement Nucléaire (IDN) affirme avec vigueur que **la dissuasion nucléaire est la nouvelle Ligne Maginot du XXI^{ème} siècle.** Vous connaissez peut-être ce fameux système de fortification français, construit de 1928 à 1940. Ce dispositif était extrêmement lourd et coûteux, et avait pour ambition d'empêcher toute invasion allemande. Vous connaissez la suite de l'histoire... Pour la France comme pour les 8 autres Etats qui détiennent des armes nucléaires, la dissuasion nucléaire est un dispositif qui est extrêmement complexe, aux objectifs flous et incertains, qui ne correspond pas aux besoins de notre sécurité de ce siècle. De plus, la production, la maintenance et la modernisation des arsenaux engagent des sommes considérables. Enfin, par le risque de prolifération qu'elle comporte et par la tentation de son emploi qu'elle peut susciter, elle représente un danger majeur pour la planète et la survie de l'humanité.

J'avoue que je suis effrayé par la volonté des États de vouloir trouver une utilité stratégique à cette arme. Je ne vous citerai qu'un simple exemple, celui de mon pays, la France : de manière tout à fait officielle, une des plus hautes autorités militaires propose de réfléchir à l'utilisation de l'arme nucléaire contre des groupes terroristes qui contrôlerait un large territoire. Il s'agit d'une étape importante dans l'évolution de la pensée stratégique française, selon laquelle, jusqu'ici, l'arme nucléaire visait des États et non pas des acteurs non étatiques. Cette évolution doctrinale démontre que nous sommes entrés en France dans un processus de réflexion pour trouver une utilité à cette arme.

Cette réflexion est sans doute une volonté d'apporter une contre-réponse à un rapport du Sénat français qui, en 2012, évoquait l'avenir des armes nucléaires. Ce rapport indiquait noir sur blanc que *«S'il nous fallait dessiner aujourd'hui en France un format d'armées partant de zéro, il est fort probable que la nécessité d'acquérir une force de frappe nucléaire, avec de surcroît deux composantes, ne ferait pas partie de nos ambitions de défense»*. Cette phrase démontre l'absence de la pertinence stratégique de la dissuasion.

Cette conférence est une chance pour les partisans des armes nucléaires, pour les États qui s'interrogent encore sur les bienfaits de la dissuasion. **Ils doivent voir ce Groupe de travail non pas comme un danger, mais comme une chance unique d'être du bon côté de l'histoire.**

La France a très clairement dénigré ce Groupe de travail. L'absence de notre Ambassadeur en charge de ces questions est regrettable. Nous attendons toujours une réponse concrète à une question simple que nous avons transmise, via des parlementaires, au ministre des Affaires étrangères : quel risque la France prendrait-elle à participer à ce groupe de travail autre que celui de potentiellement faire avancer les négociations multilatérales sur le désarmement nucléaire ?

La non-prolifération nucléaire est un combat important, mais se concentrer uniquement sur ce sujet comme cela été fait depuis plus de 20 ans a simplement permis d'encourager les États disposant d'armes nucléaires à continuer leur course à la bombe et à entretenir leur politique de dissuasion nucléaire. Il faut aujourd'hui se concentrer sur le désarmement nucléaire et la délégitimation de cette arme de destruction massive. Plus que jamais, il est urgent d'agir pour que ces armes fassent l'objet d'un traité d'interdiction des armes nucléaires, permettant de rendre illégales ces armes de destruction massive, pour pouvoir entamer leur processus d'élimination complète.

Mon organisation, Initiatives pour le Désarmement Nucléaire (IDN), est disposée à vous apporter tous compléments d'information sur la réalité de la dissuasion française. Je puis vous assurer enfin que les informations qui auront été apportées pendant ces 10 jours seront communiquées à l'ensemble des plus hautes autorités politiques de mon pays.

Initiatives pour le Désarmement Nucléaire - IDN, est une organisation française créée par **Paul Quilès**, Président IDN et ancien ministre de la défense, Général **Bernard Norlain** Vice-président IDN, **Jean-Marie Collin** Vice-président IDN, Expert.
contact@idn-france.org - www.idn-France.org